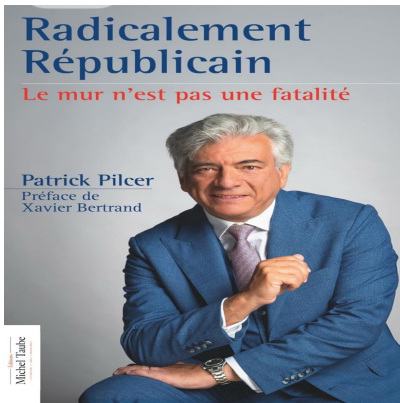




Le mur n'est pas une fatalité

Description

La chronique et le nouveau livre de Patrick Pilcer

Il est des moments dans l'histoire d'une nation où le malaise devient palpable. Non plus seulement dans les chiffres, dans les déficits, dans les statistiques du chômage ou de l'insécurité, mais dans quelque chose de plus profond : la parole elle-même.

La France traverse aujourd'hui une crise économique, sociale, budgétaire, identitaire, géopolitique. Mais la crise la plus grave est peut-être ailleurs. Elle est dans notre incapacité croissante à nous parler sereinement, à débattre sans nous haïr, à confronter des idées sans vouloir détruire celui qui les porte, à simplement écouter la parole de l'autre, à être simplement prêt à progresser voire à changer d'avis. Il y a pire que la parole perdue, il y a la perte de la capacité d'écoute et de compréhension de l'autre.

Le climat public est devenu électrique. Les réseaux sociaux transforment le débat en tribunal permanent. Les plateaux télé récompensent l'outrance plus que la réflexion. Les populismes prospèrent sur les colères, les peurs, les humiliations et les frustrations. Et la violence verbale précède souvent la violence réelle.

Pendant ce temps, la parole présidentielle et gouvernementale s'est dévalorisée à une vitesse inédite. Non pas uniquement parce qu'elle serait contestée, toute parole de pouvoir l'est par nature, mais parce qu'elle semble désormais n'engager plus grand monde, parfois même plus ceux qui la prononcent.

Or une démocratie ne tient pas seulement par ses institutions. Elle tient par la confiance accordée à la parole publique.

Le philosophe allemand Jürgen Habermas avait pressenti ce danger. Pour lui, une démocratie vivante repose sur la qualité du dialogue entre citoyens. Une société libre n'est pas simplement une société qui vote ; c'est une société capable de produire un débat rationnel, honnête, apaisé, où l'on cherche moins à vaincre qu'à comprendre.

Lorsque la parole publique devient un simple rapport de force, la démocratie commence à vaciller. La

parole n'éclaire plus, elle excite, elle attise les tensions et détruit le Vivre-ensemble et ce qui nous fait Nation. Nous y sommes.

À gauche, les outrances permanentes remplacent trop souvent la pensée. La conflictualisation devient une stratégie politique. On excite davantage qu'on ne construit. On se dit insoumis pour mieux soumettre.

À droite, certains croient répondre au désordre par la brutalité, à la fragmentation par la désignation de boucs émissaires, comme si une nation pouvait se réparer durablement par la colère seule.

Les extrêmes de droite comme de gauche manipulent les foules avec un outil commun : l'assignation identitaire.

Quant au centre, le pouvoir actuel lui a fait perdre son aura et sa crédibilité. Il va lui falloir se reconstruire très vite en se détachant des hommes (Macron, ses sept premiers ministres, et la centaine de ministres dont personne ne se rappelle des noms et qu'il a pourtant usés jusqu'à la corde) qui ont prétendu incarner ce centre mais l'ont dévoyé.

Le résultat est redoutable : les Français ne croient plus vraiment ceux qui parlent en leur nom. Or une société où plus personne ne croit personne devient une société inflammable.

Pourtant, les Français attendent cette belle parole du Centre, celle de la mesure, de l'équilibre, du libéral qui sait être social, du social qui sait être libéral, du solidarisme en somme, où chacun est conscient du pacte qui nous lie et qui nous fait Nation.

La montée des populismes n'est pas la cause première de cette crise ; elle en est le symptôme. Les extrêmes prospèrent toujours sur les ruines de la confiance collective. Ils grandissent lorsque les citoyens ont le sentiment que plus rien n'est pensé, plus rien n'est tenu, plus rien n'est cohérent.

Mais, comme je l'écris dans mon dernier livre, ***le mur n'est pas une fatalité***.

Encore faut-il accepter de regarder le réel avec lucidité, sans posture et sans lâcheté. Encore faut-il retrouver le courage du cap, de la cohérence et de l'autorité juste.

La France n'a pas besoin d'hommes providentiels. Elle a besoin d'une parole crédible, d'une vision claire, de courage, et d'un projet capable de réconcilier ce que notre époque oppose sans cesse : la liberté et l'ordre, l'économie et la justice sociale, l'autorité et l'humanisme, la nation et l'ouverture.

Être **Radicalement Républicain**, ce n'est pas être extrême. C'est exactement l'inverse. C'est revenir à la racine même de la République : la responsabilité, la transmission, le mérite, la laïcité, la concorde civile, le respect de la parole donnée et la recherche obstinée du bien commun.

Être **Radicalement Républicain**, c'est rejeter la violence et avoir l'exigence du Courage.

Le bon sens, lui aussi, mérite d'être réhabilité. Non pas le faux bon sens des simplifications faciles, mais ce bon sens français qui consiste à regarder les faits avant les slogans, les conséquences avant les effets de tribune, l'intérêt national avant les clientélismes.

Car gouverner, ce n'est pas agiter. Gouverner, c'est relier.

Relier les Français entre eux. Relier l'économie au réel. Relier l'autorité à la justice. Relier le présent à l'avenir. Nous sommes probablement à l'un de ces moments où une nation choisit silencieusement ce qu'elle veut devenir.

Le vacarme ou la reconstruction. Le ressentiment ou la responsabilité. Le populisme ou la République.

La France peut encore éviter le mur. Mais elle devra pour cela retrouver quelque chose que les grandes nations perdent parfois avant de le redécouvrir dans l'épreuve : le courage du bon sens.

Patrick Pilcer

Président de Pilcer & Associés, conseil et expert sur les marchés financiers.

[Vient de paraître : « Radicalement républicain. Le mur n'est pas une fatalité. » Préface de Xavier Bertrand](#)

Categorie

1. Art et culture

date créée

21 mai 2026